

Une application développée à l'est suscite une méfiance apparemment infondée

L'application russe qui fait peur



FaceApp, l'application qui nous vieillit, fait un tabac dans le monde. L'auteur de ce papier s'est soumis à son filtre qui donne 50 ans de plus. DR

« LOUIS ROSSIER

Sécurité » C'est le dernier phénomène viral sur les réseaux sociaux. Avec son filtre permettant de voir à quoi ressemblerait l'utilisateur dans 50 ans, l'application FaceApp suscite un engouement inédit tandis que les célébrités se soumettent tour à tour au défi consistant à publier un selfie vieilli par les algorithmes de l'application.

Mais passée la rigolade pointée l'inquiétude. C'est d'abord un développeur américain, Joshua Nozzi, qui partage lundi sur Twitter ses craintes. Selon lui, sans demander l'accord de l'utilisateur, l'application téléchargerait automatiquement sur d'obscurs serveurs toutes les photos figurant sur le téléphone. L'informaticien devait se reprendre deux jours plus tard dans un message d'excuse, mais l'incendie est lancé.

Paranoïa américaine

La panique prend une nouvelle envergure lorsqu'il apparaît que l'application est développée par

Wireless Lab, une compagnie suspecte parce que sise à Saint-Petersbourg, en Russie. Il n'en faut pas davantage au Parti démocrate américain, marqué par la fuite d'e-mails qui avait plombé sa dernière campagne présidentielle, pour enjoindre mercredi ses membres à «supprimer l'application immédiatement», de peur que les données récoltées soient utilisées à des fins malveillantes. Le sénateur Chuck Schumer demande également au FBI l'ouverture d'une enquête.

Les démocrates en font-ils trop? C'est l'avis de Steven Meyer, directeur de l'entreprise ZENData, spécialisée dans la cybersécurité: «Pour dire la vérité, il n'y a pas grand-chose d'inhabituel chez FaceApp.» L'expert reconnaît le caractère vague des conditions générales, permettant à l'application de faire «à peu près ce qu'elle veut» avec les photos qui lui sont soumises, mais souligne que de telles conditions d'utilisation n'étaient pas rares

il y a 5 ou 10 ans. «J'ai l'impression qu'ils ont simplement gardé d'anciens textes pour se simplifier la vie», suggère Steven Meyer.

Face à la flambée de panique, la firme russe finit d'ailleurs par s'expliquer. Seuls les fichiers sélectionnés pour être édités sont effectivement récupérés et ce, uniquement «parce que le traitement de la photo se fait sur le cloud». Si la photo n'est pas immédiatement supprimée, «c'est pour éviter que

l'utilisateur ne la transfère de manière répétée à chaque retouche». Assurant ne pas les fournir à des tiers, Wireless Lab déclare que les données ne sont même pas envoyées vers la Russie, où se trouve son secteur recherche et développement – une information confirmée par des tests indépendants.

Un rappel à l'ordre

Alors, aucune raison de s'inquiéter? «Ils disent qu'ils ne gardent les photos généralement pas plus de 48h, mais ça ne veut pas dire qu'ils ne le font jamais», avertit quand même Steven Meyer, qui rappelle que ce n'aurait pas été la première fois qu'une application apparemment innocente suit des objectifs autrement plus troubles (lire ci-contre). Cette fois, il estime que la compagnie Wireless Lab «a récolté plus que ce qu'elle méritait». Pour le spécialiste de cybersécurité, ce «faux scandale» sert de bon rappel à l'ordre: il faut toujours lire les conditions générales d'utilisation. »

PAS LA PREMIÈRE FOIS QU'IL Y A DES SOUPÇONS

Si les soupçons entourant l'application russe FaceApp semblent infondés, ça n'aurait pas été la première fois que le Gouvernement russe affiche une proximité inquiétante avec une entreprise active dans l'informatique. «On se souvient des fermes à trolls, ces entreprises privées qui auraient été mandatées par Moscou pour diffuser de fausses informations», se rappelle Steven Meyer, fondateur de la firme de cybersécurité ZENData. Il est déjà arrivé que des programmes apparemment innocents cachent des motifs inavoués. Ste-

ven Meyer évoque ainsi cette application qui permettrait en théorie de suivre les matches de la Coupe du monde: développée en secret par le Hamas, elle visait en fait à récolter des données sur les soldats israéliens qui l'avaient installée.

«Il faut être prudent parce que même si les intentions initiales ne sont pas malveillantes, les données récoltées peuvent être utilisées à mauvais escient une fois arrivées dans les mains de personnes mal intentionnées», avertit Steven Meyer. LRO

ITALIE

UN CLAN MAFIEUX NIGÉRIAN

La police italienne a annoncé hier l'arrestation de 19 personnes soupçonnées d'appartenir à un clan mafieux nigérian. Leurs responsables ont fait preuve d'une rare violence. Plus de 300 agents ont participé aux arrestations dans neuf villes. ATS

BLOGUEUR

WASHINGTON TANCE RIYAD

Le vice-président américain Mike Pence a demandé hier à l'Arabie saoudite de libérer le blogueur Raef Badaoui, arrêté pour s'être exprimé sur les religions. Il s'agit là d'une rare prise de distance de l'administration Trump à l'égard de cet allié stratégique. ATS

GOLFE PERSIQUE

L'IRAN DÉTIENT UN TANKER

L'Iran a annoncé détenir «un tanker étranger» et son équipage. Ils sont soupçonnés de se livrer à de la «contrebande» de carburant dans le Golfe, après une succession d'incidents impliquant des pétroliers dans cette région sous haute tension. ATS

CIGARETTES

SON MOIGNON EN PHOTO

Un Albanais amputé d'une jambe à la suite d'une fusillade il y a plus de 20 ans affirme avoir découvert une photo de son moignon sur des paquets de cigarettes. Celle-ci illustre l'avertissement contre le tabagisme: «fumer bouche vos artères». ATS

TURQUIE

MIGRANTS ACCIDENTÉS

Au moins 17 personnes, dont 16 migrants, ont été tuées et 50 blessées hier dans l'accident d'un minibus. Celui-ci a eu lieu dans la province turque de Van (est). 67 personnes étaient à bord du minibus, d'une capacité de 17-18 passagers seulement. ATS

NOTRE-DAME

LE PLOMB PAS DANGEREUX

Le premier adjoint de la maire de Paris, Emmanuel Grégoire, a affirmé hier qu'«aucun risque pour la santé» n'existait pour les écoles à proximité de Notre-Dame-de-Paris. Il contredit des révélations selon lesquelles ces taux seraient dangereux. ATS

Incendie criminel meurtrier à Kyoto

Japon » Trente-trois personnes ont péri hier au Japon dans l'incendie qui a ravagé un studio d'animation. Le sinistre est vraisemblablement d'origine criminelle.

Le drame est survenu dans la matinée dans un quartier résidentiel de Kyoto, dans l'ouest du Japon. Au fil des heures le macabre décompte n'a cessé de s'alourdir, tandis que restait inconnu le mobile du suspect, accusé d'être entré dans le bâtiment et d'y avoir répandu de l'essence avant de l'enflammer. » ATS/AFP

Un pas vers la taxation des géants du numérique

G7 » Malgré les tensions entre la France et les Etats-Unis sur le sujet, un accord mondial sur la taxation du numérique pourrait aboutir.

Les ministres des Finances des pays du G7 ont fait un pas «important» vers un accord mondial sur la taxation du numérique lors de leur réunion à Chantilly, au nord de Paris. Cela malgré les tensions entre les Etats-Unis et la France.

Au bout d'une nuit de négociations, les sept économies les plus avancées ont finalement trouvé un consensus, présenté par la présidence française comme «une avancée», sur la taxation des acti-

tivités des multinationales même si elles n'ont pas de «présence physique» dans le pays concerné.

Le ministre français Bruno Le Maire s'est félicité de «cet accord» du G7 «pour taxer les activités sans présence physique, en particulier des activités numériques». «C'est la première fois que les Etats membres du G7 se mettent d'accord sur ce principe», a-t-il souligné.

Son homologue américain Steven Mnuchin a fait preuve d'un enthousiasme plus modéré: «Nous avons fait des progrès significatifs, mais il reste encore du travail à faire», a-t-il estimé. Le secrétaire au Trésor s'est toutefois félicité de «ce pas important dans la

bonne direction», tout en refusant de parler de «percée», comme l'a fait le ministre allemand Olaf Scholz.

«Notre objectif va être atteint. Il y aura un accord l'an prochain au sein de l'OCDE» qui s'est effectivement donné jusqu'à la fin 2020 pour trouver un accord international sur la taxation du numérique, s'est réjoui M. Scholz. «Il y a maintenant une vraie dynamique, qui n'existait pas il y a encore quelques mois», a réagi le commissaire européen Pierre Moscovici, qui croit aussi à la possibilité d'un accord l'an prochain.

Le G7 Finances de Chantilly avait pourtant débuté mercredi sur fond de

tensions entre les Etats-Unis et la France, après l'ouverture par Washington d'une enquête qui pourrait déboucher sur des représailles contre Paris après son approbation d'une taxe sur le numérique dès cette année. Les ministres des deux pays ont reconnu des différends, mais ils ont salué l'esprit constructif de l'autre partie.

«Du point de vue des Etats-Unis, nous avons des inquiétudes significatives à propos de la France et du Royaume-Uni, qui se prépare également à appliquer sa propre taxe, a reconnu le secrétaire au Trésor, qui s'est toutefois félicité que ses deux alliés se soient déclarés favorables à «une solution internationale». » ATS/AFP